

# Gourmet Comment réussir la transition

**L**e 03 août, la Mauritanie a tourné une page de son histoire, une des plus longues et des plus sombres.

Une nouvelle équipe s'installe, mais plus important un espoir aussi. C'est un changement que personne ne peut ne pas saluer : une révolution de palais, pacifique, calme qui a protégé les personnes et les biens, et permis au citoyen ordinaire de voir enfin le bout du tunnel et mis fin à des décennies de mauvaise gouvernance.

Et si la forme peu orthodoxe du changement par la voie des coups d'Etat militaires n'est pas souhaitable, il arrive parfois qu'elle soit le seul moyen de salut, surtout face à un régime résistant à toute forme d'alternance pacifique et s'imposant par des coups d'Etat civils successifs ou hold-up électoral baptisés " élections démocratiques " et qui n'en présentent de la démocratie que le nom. Son attachement sclérosé au pouvoir a plongé la Mauritanie dans un climat d'incertitude où la banalisation de la violence en est l'aspect dominant.

Son départ est certes un problème de moins, mais pas la solution de tous les problèmes, et les défis qu'il laisse requièrent beaucoup d'attention et de sagesse.

Le premier défi auquel font face et l'équipe dirigeant la transition et la classe politique est la nécessité de s'accorder sur le point de départ, une méthode et des repères pour la gestion de cette transition dont les sentiers sont hérissés de beaucoup de difficultés.

Faut-il remuer le passé, l'éplucher, situer les faits et les responsabilités au plus pertinent est de se tourner vers l'avenir ?

Il est indéniable que beaucoup de torts, injustices, exactions, souffrances ont empaillé la période écoulée et que l'oublier n'est pas un exercice facile.

Il n'est certes pas facile, mais aussi n'est pas impossible surtout quand on arrive à la conviction qu'il n'est pas utile, et d'un apport peu important à l'édification de la nouvelle Mauritanie.

En Afrique du Sud, les peuples noirs et de couleur ont vite oublié des souffrances séculaires, indescriptibles, inimaginables, des atrocités cruelles, de privations de toute nature et de tout ordre et se sont attelés à reconstruire, et à décoller ensemble, main dans la main pour une Afrique du Sud unie, puissante, rayonnante.

C'est un exemple pour toute l'humanité, Nelson Mandela est certes unique mais que chacun de nous soit Nelson Mandela

dans son pardon, son sens élevé du patriotisme et sa vision du futur.

La rancune n'est jamais payante. Nous avons le devoir de ne pas surcharger la transition, d'aider l'équipe nouvelle à faire aboutir son programme et de ne pas trop s'appesantir sur la période de deux ans ; la démocratie doit se faire dans la durée, et un travail sérieux d'assainissement de l'Administration, de la Justice, de l'Etat, de l'établissement de règles claires et cohérentes de l'action politique aura peut-être besoin de plus de deux ans.

Mais avant de s'attaquer aux problèmes structurels de développement socio-économique et politique, nous devons vite rompre avec cette habitude, ignoble, turpide et qui présente une dissonance avec toute entreprise pour créer un bon citoyen, il s'agit de cette habitude de louange du chef.

Nos laudateurs, et ils sont légion, de tout âge, de toute ethnie, de toute région, voyent leur pays sur le grabat ont continué par leur style fade de scander les " vertus " jusqu'à l'apothéose d'un système aux abois. Et pas de surprise, ce sont les mêmes qui faisaient la même chose à son prédécesseur et ce sont les mêmes qui l'ont si vite oublié le 03 août. Nous avons à rompre avec cette habitude en le rendant tout simplement non payante et en interdisant aux médias sa retransmission.

Le nouveau chantier doit commencer par instaurer une vraie démocratie, revitaliser les institutions politiques, rapprocher l'administration du citoyen, permettre à la justice d'assurer le rôle qui est le sien non par des textes seulement - car ceux-ci existent, bien faits - mais par des mesures concrètes qui mettent le magistrat à l'abri du besoin, de tout besoin, l'huissier le greffier et tout le personnel de la magistrature assise et debout.

La décision est une chose et l'exécution en est une autre. Un pourcentage infime des ressources volées permet d'assainir un secteur aussi vital que la justice.

Ensuite, vient le défi majeur qui interpelle toutes les consciences, à savoir comment reconstruire la Mauritanie politique, comment réinstaurer la confiance perdue du citoyen en l'Etat, comment réinculquer la notion de civisme et de citoyenneté après tant d'années de tribalisme, de régionalisme et de clientélisme, comment revitaliser le rôle de l'Etat qui doit se substituer à toutes les autres structures archaïques, anachroniques, dangereuses ?

On dit que la démocratie est le moteur du développement, et celui-ci est l'objectif que s'assignent toutes les politiques éco-

nomiques et pour y parvenir il faut donc un développement politique.

Développements politique et socio-économique sont dialectiquement liés. Nous devons d'abord protéger le pouvoir d'achat du citoyen, créer les écoles, revaloriser la matière enseignée, rapprocher les soins et l'éducation de chacun, redistribuer le revenu avec plus d'égalité et de justice, résorber le chômage, rendre les biens et services accessibles.

Au droit d'expression, prime le droit à la vie. Nous avons besoin pour bien s'exprimer, pour que l'expression soit le reflet réel et authentique d'un avis volontaire et sans contraintes d'être à l'abri des besoins vitaux.

Une redistribution de revenus, plus juste et plus équitable passe par des mesures comme :

- augmentation des salaires et stabilisation des prix ;
- augmentation des pensions pour les retraités et les invalides ;
- octroi de bourses à tous les élèves du secondaire, premier et second cycle, à tous les étudiants d'université et des instituts moyens ou supérieurs. Ce qui se traduit par des revenus substantiels qui accroîtront la demande intérieure, soulageront les ménages et intéresseront davantage à la fréquentation de l'école ;
- une prime de chômage doit être allouée à tout citoyen titulaire d'une référence académique ou professionnelle sans emploi.

D'autres mesures doivent accompagner, à savoir la garantie de la santé pour tous et la subvention des produits de première nécessité ou à défaut leur détaxation et la surtaxation des produits comme les cigarettes ou les boissons alcoolisées. Ces mesures, entre autres, aideront sans nul doute au bien-être du citoyen, qui peut alors réfléchir et choisir librement et auquel on peut confier l'exercice démocratique.

Le financement de ces mesures sociales ne posera pas grand problème. Un peu de rigueur dans la gestion budgétaire en amont et en aval et un peu d'efficacité dans le combat de l'évasion fiscale, sont susceptibles de réaliser tous les objectifs sociaux sans aucun déséquilibre.

Ici, seulement, l'Etat pourrait soutenir le citoyen aux appartenances tribales, régionales, claniques et faire de lui un acteur du développement. Le volet politique passe par l'entretien des parties et la facilitation de leur action. Les partis politiques sont les poumons de la démocratie, quand ils fonctionnent bien, sans

contrainte, alors celle-ci respire et vit.

Ils sont un organe d'Etat ou comme l'a reconnu le juge français sous la 4ème République : " organes de suffrage universel, jouant le rôle d'intermédiaires entre le législateur et l'électeur. "

L'Etat doit donc créer l'environnement adéquat pour mettre les partis dans les mêmes conditions afin qu'ils soient équitables vis-à-vis de l'électeur.

Et pour commencer, le maintien des conseils municipaux et les subsides qui en résultent pour les partis les ayant gagnés dans des conditions peu transparentes n'est pas une mesure des plus justes. Des élections communales doivent précéder les législatives, alors les communes seront ce qu'elles doivent toujours être : le reflet réel des opinions du corps électoral. Elles doivent s'effectuer suivant un suffrage à un seul tour, majorité relative et à la proportionnelle.

Ainsi, toutes les structures politiques seront représentées et tous les partis politiques bénéficieront d'une source de financement à la hauteur de la confiance qu'accorde l'électorat à chacun.

Dans les pays sous-développés où la survie pose problème, l'Etat a le devoir plus que dans les pays développés, d'aider au développement politique de la société.

Cette aide passe par la création d'environnement institutionnel qui garantit l'égalité des chances et réduit l'impact des inégalités matérielles et financières :

- prise en charge des frais de campagne de tous les partis qui atteignent 2% de l'électorat de la circonscription ;
- à défaut de pouvoir le faire, limitation des dépenses de propagande telle qu'appliquée en Grande Bretagne, Japon, Australie. Ceci peut se traduire par l'interdiction des défilés motorisés, par exemple.

L'argent seul ne fait pas les hommes : le Président Abraham Lincoln dans sa campagne en 1846 pour le congrès a collecté 200 USD et n'en a dépensé que 0,75 USD pour l'achat d'un tonneau de cidre ;

Ouverture des médias publics aux formations politiques et aux débats contradictoires ;

- Et pour donner plus de chances au maximum de partis politiques pour faire leur entrée à l'hémicycle, il est nécessaire d'augmenter le nombre de député à 120 et d'instaurer un système de liste nationale à la proportionnelle ;
- Suppression du Sénat qui présente peu d'utilité et beaucoup de gâchis.

**MOHAMED OULD RADHY  
ECONOMISTE  
NOUADHIBOU**